

FINANCES

LA QUESTION DU CHANGE

Elle entrave considérablement le commerce étranger

Ceux qui s'occupent spécialement des problèmes relatifs au commerce extérieur — particulièrement les exportateurs et les importateurs — savent que la situation du change constitue à l'heure actuelle une entrave sérieuse au commerce entre les diverses nations du monde. Voici ce que le "Journal des Débats" écrit au sujet du commerce entre les Etats-Unis et la France :

Les Etats-Unis auraient pu, si la guerre n'avait pas éclaté, continuer de vivre longtemps encore par eux-mêmes, pour ainsi dire, sans développer leurs relations avec l'étranger. Mais, par la force des choses, ils sont devenus les principaux fournisseurs de l'Europe. Leur production, leur outillage se sont adaptés à cette condition nouvelle. Il ne leur serait plus possible aujourd'hui, sans provoquer une crise terrible de revenir à l'état ancien, car leur agriculture et leur industrie ne sauraient plus se passer maintenant, pour écouler leurs produits, des débouchés qu'elles ont acquis pendant la guerre. Exporter est devenu un besoin pour les Etats-Unis. Or il s'agit pour eux de décider s'ils veulent prendre les mesures indispensables pour pouvoir encore le faire, ou s'ils veulent se voir forcés de renoncer aux exportations. L'instant est critique, car la décision doit être prise rapidement. Si elle est encore ajournée, il sera trop tard.

Considérons, en effet, les relations commerciales des Etats-Unis avec la France. Déjà la hausse du change et la difficulté des crédits tendent à les entraver. Si l'on n'y remédie, il arrivera certainement un moment où elles seront complètement paralysées. Mais dira-t-on, les produits des Etats-Unis sont absolument indispensables à la France, elle ne pourrait vivre sans eux. C'est une erreur. Il est vrai que depuis la guerre nous avons pris l'habitude de nous fournir principalement aux Etats-Unis. Mais quand nous ne pourrions plus rien y acheter, faute de moyens de change, il faudra bien que nous nous adressions ailleurs. Nous souffririons sans doute, nous serons forcés de nous restreindre, mais nous vivrions tout de même.

Seulement, il se passera alors ce que l'on commence déjà à entrevoir; c'est que le courant de nos importations se détournera de l'Amérique pour nous venir d'autres pays. L'Allemagne ne demande qu'à nous fournir tous les objets manufacturés que nous tirons des Etats-Unis. Quant aux matières premières et aux produits alimentaires, croit-on que nous ne les trouverons pas ailleurs que chez

eux? Est-ce chez eux que nous allons les chercher avant la guerre? Il n'y a guère que le coton que nous étions obligés de leur demander. Mais la culture du coton se développe dans d'autres pays et, si nous savons mettre nos colonies en valeur, nous en tirerons non seulement le coton, mais bien d'autres produits que nous achetions autrefois à l'étranger.

Nous ne devons donc pas obligatoirement rester tributaires des Etats-Unis pour nos importations. Nous le désirons cependant, car il répugnerait, au lendemain d'une guerre qui a créé tant de liens entre nous et nos alliés, de rompre nos relations commerciales avec l'un d'eux; cela serait d'autant plus choquant que les pays qui profiteraient de cette rupture seraient nos ennemis d'hier. Mais la chose ne dépend pas de nous. C'est aux Américains de décider s'ils entendent conserver la situation prépondérante qu'ils ont acquise avec une rapidité inespérée sur le marché international, ou si au contraire ils se risqueront non seulement à perdre les bénéfices de cette situation, mais aussi à subir les répercussions qu'aurait sur leur marché intérieur la perte de tout débouché extérieur. A la question posée de cette façon, il ne semble que la réponse puisse être douteuse.

On objecte, nous le savons, les difficultés pratiques que l'on rencontre dans la réalisation des crédits, le manque aux Etats-Unis d'une organisation semblable à celles des banques européennes qui sont en contact direct avec le public pour le placement des titres étrangers. Mais ces difficultés ne sont pas insurmontables et, avec le temps, elles seront surmontées parce que le besoin crée forcément l'organe, et que les Etats-Unis ont un besoin absolu d'absorber des titres étrangers s'ils ne veulent pas perdre leur fortune extérieure. En attendant que l'action du public puisse intervenir, il est possible de réaliser des opérations de crédit provisoires qui anticiperaient en quelque sorte cette intervention, et qui se dénoueraient par elle. Certains Américains le reconnaissent d'ailleurs. Au congrès d'Atlantic City, M. Norman Davis a déclaré que les Etats-Unis devraient escompter à la France l'indemnité qu'elle a obtenue de l'Allemagne. Ne serait-ce pas la solution la plus simple et la plus rationnelle?

LE RAPPORT DE LA BANQUE DES MARCHANDS

Le rapport bi-annuel de la banque des marchands du Canada qui vient d'être publié, accuse des gains appréciables sur la période précédente. Les chiffres qui figurent au compte des profits et pertes ne seront connus qu'à la fin de l'exercice financier, mais on peut se rendre compte des progrès réalisés par cette institution en constatant que durant cette période de six mois l'actif totalisé a subi une augmentation de \$32,582,136 en atteignant le chiffre de \$198,506,572.